

ANTOINE BASBOUS ET SALAH MOUHOU BI AU JEUNE INDÉPENDANT

Trois questions, deux regards et un seul enjeu : le Monde arabe

De l'avis de tous les spécialistes, l'heure est à la prudence dans le Monde arabe, faute de quoi des conséquences graves peuvent toucher toutes les frontières. Le plan du GMO est toujours en place et les discours dans les forums internationaux en disent long. Dernièrement, dans le cadre du Forum du partenariat Algérie France, Claude Lelouch a déclaré que l'Algérie représente 5 fois la France, c'est aussi une puissance régionale au Maghreb. A son tour l'ambassadeur des Etats-Unis en Algérie avait également déclaré que l'Algérie est le plus grand pays de l'Afrique et du Monde arabe. Ce qui revient à dire que des pays comme l'Algérie aux yeux de l'Occident sont des élus potentiels à des carrières tendancieuses, d'où les bordages de tous bords. Il faut rappeler que durant le feuilleton tragique du «printemps arabe», le nom de l'Algérie a été l'étendard de haine de nos frères «ennemis». La mise au point du Premier ministre Ouyahia, jugée pertinente par les observateurs, est révélatrice.

La position algérienne, concernant la Libye précisément, a été diversement commentée à l'extérieur, souvent avec des sous-entendus qui avaient pour objectif de porter atteinte à l'image de marque de l'Algérie qui défend des positions de principe, en l'occurrence la légalité internationale. Il n'est pas de trop de rappeler que l'Algérie a souscrit à toutes les résolutions internationales concernant le cas de la Libye. Si le Premier ministre a cru bon d'y revenir, c'est en réponse à certains esprits maléfiques qui ont échoué dans leur entreprise faire participer l'Algérie au pique-nique sanglant du «printemps».

Antoine Basbous est un politologue libanais travaillant en France, spécialiste du Monde arabe et de l'islam. Il est le fondateur et le directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Habitué aux plateaux de télévision de par le monde, Basbous est l'auteur de plusieurs ouvrages : Co-auteur avec Annie Laurent de *Guerres secrètes au Liban, Les arabes entre modernité et repli, l'Arabie Saoudite en question L'Islamisme une révolution avortée ?...*

Salah Mouhoubi est un politologue algérien. Docteur d'état en sciences économiques et en sciences politiques (Sorbonne), diplômé de l'IEP de Paris, il a assumé différentes fonctions stratégiques dans des cabinets ministériels, notamment celles de chargé de mission à la présidence de la République. Il est actuellement membre du Conseil national économique et social.

Invités de notre quotidien, les deux politologues interviennent sur cet enjeu du Monde arabe.

Le Jeune Indépendant : Formule presque consacrée : Le «printemps arabe» signifie l'arrosage des rues par le sang arabe au non de la liberté et de la démocratie. Quel est votre avis sur ces «révolutions» ?

Antoine Basbous : Je pense que l'appel de la liberté est devenu plus fort que la peur de la répression. La génération actuelle des jeunes Arabes est déterminée à arracher ses libertés. Ces vents de révoltes toucheront les républiques, les républiques héréditaires et n'épargneront pas les monarchies.

Salah Mouhoubi : Les événements qu'a connus le monde arabe dans son ensemble ont surpris beaucoup plus les novices que les observateurs attentifs de la scène arabe. J'en veux pour preuve le projet de GMO, les discours du président Obama au Caire et en Afrique où il laissait entendre que la région arabe et la région Afrique avaient besoin de démocratie. Il faut bien souligner ces remarques. Par ailleurs, les objectifs du GMO étaient bien définis. La démocratisation des systèmes politiques arabes, du Maroc jusqu'en Afghanistan. En clair : le Monde arabomusulman. Concernant la période de l'administration Bush, un fait important est à souligner également : pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations unies a arrêté une stratégie permettant aux Etats-Unis d'intervenir partout dans le monde pour toutes sortes de raisons. Ce qui a permis aux Etats-

Unis de se donner une doctrine et des moyens, en plus d'un droit d'ingérence. Alors, parlant du «printemps arabe», il faut avoir ces données dans les analyses. Ceci étant, il y a certes un besoin des peuples arabes d'accéder à plus de démocratie, c'est vrai aussi que les peuples arabes ont beaucoup souffert de leurs dirigeants qui sont là depuis des décennies sans faire progresser ni la société, ni l'économie, ni le pays, en plus de la volonté d'instaurer des républiques héréditaires. Mais à croire que ces soulèvements sont spontanés tout en étant accompagnés d'interventions extérieures, nous sommes en droit de se poser des questions.

Le cas libyen ?

Antoine Basbous : Après 42 années de dictature absolue, 100 jours de révoltes ne sont pas longs pour voir arriver l'étiollement rapide du régime de Kadhafi. Il faut rappeler que ce dernier a perdu le contrôle de larges parties du pays et se trouve assiégé dans la tripolitaine, au moment où le CNT gagne en représentativité et en image. Après les multiples défections du premier cercle, Kadhafi a perdu ses derniers soutiens : l'Italie, puis la Turquie, la Russie et même l'Algérie.

Salah Mouhoubi : D'abord, il faut rappeler que l'Occident n'a jamais fait un geste en faveur de la démocratie dans les pays arabes. Bien au contraire, les alliés de l'Occident sont les pires potentats du Monde arabe. L'exemple en est avec le Bahreïn maté par les troupes de l'Arabie Saoudite. Concernant la Libye, et malgré ce qu'on a pu dire, je pense que la position de l'Algérie est des plus objectives. Si les Etats commencent à traiter d'égal à égal avec des minorités, des grou-

puscules ou des rebelles, ça sera la porte ouverte à toutes les ingérences, à toutes les dérives et à toutes les guerres civiles. Ce qui se passe en Libye touche directement l'Algérie, nous avons une histoire commune, nous sommes des voisins. Durant la guerre d'indépendance nationale, ce pays nous a aidés sans aucune arrière-pensée. Ce qui se passe aujourd'hui en Libye nous meurtrit parce que nous sommes en présence d'une guerre civile entre frères. L'Algérie ne peut intervenir au détriment d'une partie ou de l'autre. La seule voie possible est d'amener ces parties au dialogue. Faute de quoi, leur pays subira encore une autre partition de paix. Je ne pense pas que le régime de Kadhafi et les rebelles puissent l'accepter. L'exigence de départ ne doit pas être utilisée par le jusqu'au-boutisme, dont le résultat final sera cette issue de partition de paix tracée par l'Occident. Ce qui est important, c'est de préserver l'unité nationale et territoriale. Pour ce faire, il ne faut pas céder à des idées en vogue : que l'Occident est là pour les intérêts de la Libye... L'Occident ne vise que des intérêts stratégiques que sont les grandes réserves de pétrole et de gaz. L'Algérie n'a pas à céder au chant des sirènes ! Sa position est juste : on traite avec les Etats, car les régimes et les pouvoirs politiques changent tandis que les Etats restent.

Le cas syrien ?

Antoine Basbous : La Syrie est un pyromane qui endosse le treillis du pompier. Pendant 44 ans, le front du Golan était totalement pacifié et la Syrie tenait un discours de «Front de refus». L'on s'aperçoit que le meilleur avocat de la Syrie en Occident, c'est bien Israël.

Le cousin germain du président Assad, Rami

Makhlof, vient de déclarer à un journal américain que si la Syrie était déstabilisée, Israël le serait. Il n'y pas de doute que le régime était jusque-là soutenu par Israël.

En même temps, la Syrie a jonglé avec plusieurs alliances. Une alliance structurelle avec l'Iran dans le cadre du «croissant chiite» et une autre éphémère avec la Turquie pour pouvoir convaincre l'Occident qu'elle était «récupérable». Mais l'alliance avec Ankara a du «plomb dans l'aile». La Syrie n'est plus un acteur régional de premier ordre. Elle est devenue l'objet d'une compétition entre l'Iran et la Turquie pour en faire un satellite. Mais elle dispose encore d'importantes capacités de nuisance, notamment au Liban et à travers les organisations palestiniennes qu'elle instrumentalise.

Salah Mouhoubi : Là aussi, il faut être objectif. La Syrie est le premier arabe qui a inauguré la République monarchique. On a révisé la Constitution en 30 secondes, et en une heure Assad fils a été installé. Je n'invente rien, c'est l'histoire réelle. Le régime syrien a installé la stabilité au prix fort. Il est aussi partie prenante du GMO, puisqu'une partie de son territoire, le Golan, est occupé par les Israéliens.

Je n'irais pas jusqu'à dire que ce régime est soutenu par Israël, car une telle déclaration aggraverait les problèmes internes de la Syrie en poussant une partie de la population à être plus radicale vis-à-vis du régime en place. La couleuvre est trop grosse pour être avalée comme ça.

Ceci ne nous n'empêche pas de dire que la Syrie a besoin de changements. Les tueries quotidiennes doivent cesser.

Entretiens réalisés par Samir Méhalla